

Le Premier ministre français, en visite hier au Luxembourg, a décliné ses thèmes européens

Plaidoyer pour un dialogue

Le Premier ministre français, François Fillon, rendait visite hier à son homologue luxembourgeois «dans un pays symbole de l'Europe» selon ses propres mots, au lendemain d'une réunion au forum de Davos, où la France avait envoyé pour la première fois son Premier ministre. Venu en compagnie de son secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet, il a souhaité clarifier les dossiers de la prochaine présidence française de l'Union européenne (UE), de la Turquie ou encore revenir sur le scandale financier qui touche la Société Générale.



Les Premiers ministres français, François Fillon, et luxembourgeois, Jean-Claude Juncker

(Photo: Serge Waldbillig)

■ «L'un des objectifs de ma visite est de préparer la présidence française» de l'UE, a déclaré hier M. Fillon en guise d'introduction, une présidence qu'il a souhaitée «en concertation étroite avec tous les Etats de l'Union européenne». La lutte contre le réchauffement climatique, le débat sur l'énergie, la politique de sécurité européenne et l'harmonisation des politiques d'immigration figurent parmi les priorités définies par le Premier ministre français.

Les deux ministres se sont prononcés pour une harmonisation des politiques économiques et monétaires au sein de la zone euro et un renforcement de la concertation et de la solidarité dans ces domaines. M. Fillon a par ailleurs relevé le rôle de M. Juncker dans l'initiation d'un dialogue avec la Chine, concernant son taux de change. Mais certains thèmes divisent. Ainsi, M. Juncker s'est montré nuancé à la tenue d'une réunion des chefs d'Etat de la zone euro, idée défendue par M. Fillon le 13 jan-

vier, notant: «On ne convoque pas une réunion de l'Eurogroupe à la légère au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement. Il y a douze pays qui n'ont pas de monnaie unique. (...) Nous ne disons pas: »Oui, à tout prix!« Nous ne disons pas: »Non, en aucune façon!«. Nous choisirons la bonne enceinte le moment venu». «Qui présiderait une telle réunion? Quel en serait l'ordre du jour?», a-t-il encore interrogé.

Autre sujet à discussions, M. Fillon a ainsi rappelé l'intransigeance de la position française par rapport à la Turquie, estimant que cette question n'avait «pas de lien avec la présidence française». L'adhésion de la Turquie «n'est pas aujourd'hui possible, ni souhaitable», a-t-il martelé, souhaitant par ailleurs un débat de fond sur les frontières de l'Europe.

Lors des réponses accordées à la presse, M. Fillon, prudent, n'a pas souhaité se prononcer, en

faveur ou en défaveur de M. Juncker pour le poste de président de l'UE, jugeant ce débat «prématuré».

Dynamisme luxembourgeois

Dans un registre bilatéral, M. Fillon a tenu à souligner les efforts faits par le Luxembourg en faveur de la langue française et des établissements scolaires français. Le Premier ministre français a par ailleurs reconnu un «dynamisme luxembourgeois remarquable» dans le dossier d'Esch-Belval, informant de sa décision de donner la responsabilité de la coordination, côté français, au préfet de Lorraine, Bernard Niquet.

Enfin, M. Fillon a indiqué avoir demandé à son ministre des Finances que l'ensemble des explications concernant la «fraude massive» de la Société Générale lui parvienne sous huit jours, de manière à éviter qu'un

tel scénario se répète. Malgré cette catastrophe, M. Fillon a souhaité rassurer, estimant que le groupe bancaire avait su «témoigner de sa solidité». M. Juncker lui a emboîté le pas, parlant de la «solidité des banques françaises», et argumentant qu'il n'y a «aucun lien en ce qui concerne les événements à la Société Générale et les turbulences actuelles».

Après le déjeuner officiel, offert par M. Juncker en l'honneur de son homologue au château de Senningen, le chef du gouvernement français a été reçu en audience par le Grand-Duc au palais grand-ducal.

Le président de la Chambre des députés, Lucien Weiler, a par ailleurs accueilli le Premier ministre français pour une entrevue en tête-à-tête, qui a conclu sa visite par une rencontre avec le président de la Cour de justice européenne, Vassilios Skouris.

■ Dominique Nauroy

Le gouvernement derrière ArcelorMittal

En attendant que le président français, Nicolas Sarkozy, reçoive le patron d'ArcelorMittal, à propos de la fermeture du site de Gandrange, le Premier ministre français a martelé: «Le monde manque de production d'acier. Nous ne nous résignons pas. Nous nous laisserons la possibilité de faire nous-mêmes des propositions après avoir eu des discussions sérieuses sur les fondements de la décision de M. Mittal, sur les scénarios possibles et sur leurs conséquences. Les positions prises il y a trente ans n'ont pas toujours été très bien inspirées.»



Il devait le recevoir lundi. Nicolas Sarkozy et Lakshmi Mittal se sont croisés hier soir au dîner officiel lors du voyage officiel du président français en Inde. (Photo: AFP)